

La Francophonie, un organe de paix et de résolution des conflits ?

Réflexion en marge du XIII^{ème} sommet de la Francophonie, Montreux 22-24.10 2010

La Suisse qui vient d'accueillir le XIII^e sommet de la Francophonie est, depuis longtemps, une nation multilingue et de multireligion. Depuis, 162 ans, elle n'a pas connu de guerre sur son territoire. On dit qu'elle réussit plutôt bien dans son multiculturalisme. Pourquoi ?

Sommes-nous, nous les Suisses, meilleurs que les autres ? Sommes-nous de vieux pacifistes ? Ce n'est en tout cas pas ce que l'Histoire nous enseigne.

Peut-être qu'une meilleure explication est à chercher dans le fait que, en Suisse, les frontières linguistiques ne correspondent pas avec les frontières politiques. Par exemple, notre Röstigraben, fossé virtuel qui divise la partie francophone de la partie germanophone, commence, lorsqu'on regarde du sud vers le nord, par couper en deux le très catholique canton du Valais, un peu plus haut, c'est le canton de Fribourg, catholique aussi, qui est partagé du haut en bas puis celui de Berne, protestant ; d'autres hésitations se dessinent jusqu'à la frontière française, tout au nord. Il est sans doute plus difficile de dresser un groupe contre un autre si les identités linguistiques, religieuses et économiques ne se superposent pas. Est-ce la recette helvétique ?

L'Afrique est un exemple bien plus vaste d'un territoire où l'identité linguistique ne correspond pas aux régions religieuses ou économiques. Ainsi, les vastes régions où l'on parle français tracent une frontière complexe, imbriquée parmi des religions différentes et des intérêts économiques opposés. Je veux croire qu'il s'agisse d'un facteur de stabilité et de paix dans ces pays sans cesse menacés par les conflits et les guerres.

Mais si les grandes violences éclatent finalement presque toutes seules, presque par hasard, la paix, elle, se construit par l'engagement volontaire et la compétence.

La compétence ! Celle qui vise à construire la paix, on l'oublie souvent, ne s'improvise pas. C'est une science, elle s'appelle l'irénologie. Avec la polémologie qui est l'étude scientifique de la guerre (deux ouvrages sont analysés dans cette lettre par G. Galice et P. Ménager), elle devrait être l'outil des diplomates et de tous ceux qui, sur le terrain, s'engagent, recherchent, discutent, négocient pour promouvoir la paix. Elle fait appel aux savoirs de politologues, de sociologues, de psychologues et même, pourquoi pas, de biologistes. C'est bien ce que cherche à faire la francophonie dans l'ouvrage collectif en deux volumes dirigé par Jean-Pierre Vettovaglia:

« Prévention des crises et promotion de la paix »

<http://www.francophonie.org/IMG/pdf/presentation-ouvrage-prevention-crisis-et-promotion-paix.pdf>

L'effort est louable. Est-il suffisant ? Pas vraiment. Vu l'importance du domaine, on peut être surpris du manque de structures destinées à développer ce savoir. Pourquoi y a-t-il si peu de chaires d'irénologie dans les universités ? Pourquoi le mot même est-il si peu connu ?

La Francophonie semble ainsi être dans une position unique pour contribuer à résoudre les conflits en Afrique. Sous sa conduite, un **Institut africain pour la paix (IAP)**, centre d'excellence en irénologie, pourrait être une magnifique contribution de la Francophonie au développement harmonieux et pacifique de l'Afrique. En apprendra-t-on plus au XIV^e sommet ? D'ici là, au GIPRI, nous avons du travail !

Jacques Dubochet, Professeur honoraire UNIL

What for, P 4 ?

Des Laboratoires de sécurité P 4. Pourquoi?

À la fin des années 70 le Laboratoire Européen de Biologie Moléculaire (EMBL) de Heidelberg, décide, dans l'urgence, de construire un laboratoire P4 (aujourd'hui, le nom officiel est BSL-4 pour « biology safety laboratory of level 4 ») garantissant un confinement physique maximal pour y étudier les plus dangereux des organismes. Il s'agissait d'une première non militaire en Europe. L'agitation avait pour cause les inquiétudes soulevées par les nouvelles techniques de recombinaison génétique pour lesquelles la conférence d'Asilomar de 1975 avait demandé un moratoire. Le bâtiment fut rapidement commencé mais, plus rapidement encore, recyclé en un labo presque normal dont seul le petit nom local de "containment" rappelle l'origine. Entre temps on avait réalisé que les manipulations génétiques ne créeraient pas si vite les monstres envisagés. Heureusement!

Vint le 11 septembre 2001 et les lettres d'anthrax. C'était il y a bientôt 10 ans, mais cette fois, l'agitation ne faiblit pas. Les laboratoires P4 et leurs petits frères P3 fleurissent dans le monde. Ils étaient 415 en 2004, ils seraient 3 fois plus maintenant (Editorial, 2009). Même la Suisse a récemment inauguré le sien. Pour quoi faire ?

Pour quoi faire ?

C'est un fait, des organismes dangereux existent. Le virus Ebola sévit en Afrique, l'affaire du SARS a été un sérieux avertissement et si le H1N1 a été relativement bénin, ce n'est, sans doute, que partie remise. Il y en a eu, et il y en aura d'autres. Il faut pouvoir étudier, même les pires de ces agents pathogènes et développer les moyens pour s'en défendre. Ainsi, n'en doutons pas, les laboratoires de haute sécurité correspondent à un réel besoin.

Pourtant les raisons qui motivent l'explosion actuelle sont à chercher ailleurs, du côté des suites du 11 septembre 2001 et de la subséquente attaque d'anthrax. C'est pour cette raison qu'une grande partie de ces laboratoires sont, de près ou de loin, des organes militaires. C'est aussi le cas pour notre P4 national à Spiez.

C'est vrai, les armes biologiques ont de quoi faire peur. Derrière elles, se profile le spectre des armes de destruction massive « populaires » ; la hantise du petit coup de vaporisateur qui, dans le hall d'un aéroport, initie une pandémie mortelle.

Pas si vite nous dit l'histoire ! La panique n'est pas bonne conseillère. Pourtant, il est impossible de ne pas y penser. Alors on construit des laboratoires biologiques de sécurité. À quelle fin ?

L'éthique biomédicale a ses règles bien pensées. La première commande : d'abord ne pas faire de mal. Ainsi, la première fonction que l'on attend d'un BSL-4 est de ne être lui-même une source d'infection. L'histoire montre que cette première exigence faillit quelquefois. On pense, par exemple, à l'infection de variole en Angleterre ainsi qu'à l'origine du virus de l'attaque de 2001 (pour une synthèse, voir : Berche, 2009). La situation ne s'améliora ni avec le temps ni avec la croissance du nombre de BSL-4.



Prêt au travail en BSL-4, www.cdc.com

Avantages de ces efforts

Quant aux rôles positifs que l'on peut espérer du grand effort en cours, quels sont-ils ?

D'abord, les laboratoires et les équipes de spécialistes qui savent y travailler peuvent avoir le mérite d'exister. On en aura besoin le cas échéant.

Sans doute en attend-on d'autres avantages. Par exemple, on attend certainement qu'ils fassent de la recherche – forcément défensive puisque la *Convention sur l'interdiction des armes biologiques* de 1975 est signée par presque tous les pays. C'est quand même là que le bât blesse, car la recherche visant à se protéger d'attaques biologiques a forcément une composante duale. Savoir se défendre implique nécessairement des compétences qui pourraient être utiles pour développer des moyens d'attaque.

Organes de contrôle indispensables

Mille quatre cent laboratoires travaillant ainsi à notre sécurité sont un risque. Ils doivent être très strictement supervisés. Il semble que l'UE propose de regrouper tous les BSL-4 dans un réseau de coordination dénommé ERINHA. Les USA développent aussi leur solution. J'espère que ces supervisions seront solides et contraignantes et que la Suisse n'attendra pas pour s'y joindre.

Il faut viser plus loin. En ce qui concerne les armes de destruction massive, la biologie pourrait devenir l'inquiétant pendant du nucléaire. Une agence analogue à l'Agence Internationale de l'Energie Atomique aurait tout son sens. Elle devrait en particulier contrôler strictement tous les laboratoires biologiques de haute sécurité. On en est loin. J'espère que la prochaine conférence de révision de la *Convention sur les armes biologiques* mettra cette question à l'ordre du jour ?

Voir aussi dans cette Lettre l'article de J. Diezi: « Anciennes et nouvelles menaces » p 3.

Sources

Berche, Patrick. 2009. *Histoire secrète des guerres biologiques - Mensonges et crimes d'État*. Paris: Robert Laffont. Editorial. 2009. "Containing risk." *Nature* 462:137

Anciennes et nouvelles menaces de conflits mondiaux

Sans être alarmiste, cet article passe en revue les menaces au développement et à l'équilibre du monde et donc les menaces pour la paix que représentent les armes nucléaires, les armes biologiques et les perturbations climatiques.

L'« Horloge de la Fin du Monde » (Doomsday Clock) a été créée dès la fin de la 2^{ème} guerre mondiale par le Bulletin of Atomic Scientists. Cette horloge virtuelle indique le nombre de minutes qui nous séparent, de l'avis des rédacteurs du Bulletin, de la « grande catastrophe », fixée à minuit dans cette métaphore. Actuellement, selon les rédacteurs du Bulletin, nous en sommes à 6 min avant l'heure. Dans un survol récent, ce périodique rappelle les sources principales de ces menaces.

Armes nucléaires :

La guerre froide avait mené à une accumulation insensée d'armes nucléaires par les deux superpuissances. Si le risque de conflit entre les USA et la Russie s'est affaibli, il reste que les deux pays maintiennent en état d'alerte maximale plus de 1000 armes nucléaires, rendant donc possible un échange dévastateur d'origine accidentelle. De plus, l'évolution des échanges mondiaux au cours de ces dernières décennies a mené à une dissémination des connaissances et moyens permettant la construction d'armes nucléaires, 20-30 pays possédant les capacités, sinon l'intention, de les développer. Et les puissances nucléaires du début font peu d'efforts pour réduire ces arsenaux (le nouveau traité START USA-Russie, représentant une modeste tentative dans ce sens, n'a toujours pas été ratifié par le Sénat américain, et pourrait rencontrer des difficultés selon le résultat des prochaines élections !).

Cette situation a conduit les auteurs d'une analyse de risque de survenue de catastrophes « apocalyptiques », publiée dans le numéro de septembre de *Scientific American*, à estimer que cette probabilité est de 1/30 dans les 10 ans à venir, conséquence soit d'un échange majeur d'origine accidentelle, soit d'attaques délibérées à plus petite échelle par de nouveaux détenteurs d'armes nucléaires. Dans les deux cas de figure, les conséquences pour notre planète seraient dévastatrices.

Armes biologiques :

Comme l'ont bien montré les exemples du 20^{ème} siècle, les progrès scientifiques ont toujours eu des effets, souvent immédiats, sur le développement de nouveaux programmes d'armements : les développements technologiques peuvent être utilisés à des fins civiles aussi bien que militaires (« double-emploi », ou « dual-use »). Ces dernières années, les risques liés à ces développements rapides ont été identifiés surtout dans le domaine de la biologie (tout particulièrement de la biologie synthétique). Les risques nés de ces progrès ont été analysés dans un rapport de référence (rapport Lemon-Relman, 2005). On y constatait déjà

l'inévitabilité « que ces avancées technologiques rapides, accompagnées par une compréhension de plus en plus grande des processus de la vie humaine au niveau de la biologie des systèmes, fourniront le potentiel d'un plus grand pouvoir destructeur dans les mains des possesseurs de compétences technologiques, et mettent en évidence des moyens inédits, dangereux, subtils et insidieux de produire des maladies humaines, animales et végétales, de créer un chaos économique et politique, et de catalyser une désorganisation sociale ». Les développements technologiques dans ces domaines, et donc les risques potentiels décrits plus haut, ont encore été confirmés par l'annonce, il y a quelques mois, de la création d'une bactérie contrôlée par un génome entièrement synthétique. L'objectif déclaré est bien entendu de développer des moyens techniques au bénéfice de la société, qui permettraient, par exemple, de produire des composés chimiques définis (médicaments entre autres) en grande quantité. D'autre part, de telles réalisations doivent intéresser au plus haut point les responsables militaires de nombreux pays, et les risques du « dual use » mentionné plus haut sont bien réels. Il serait grand temps qu'une prise en compte et des mesures de prévention de ces risques au niveau international se manifestent, par exemple dans le cadre de la Convention sur les armes biologiques et les toxines (voir dans cette Lettre: What 4, P4 ?).

Perturbations climatiques :

Les effets potentiellement désastreux d'un réchauffement climatique sur certaines parties du monde sont évoqués depuis plusieurs années déjà : augmentation du niveau des eaux maritimes et fluviales, et inondations permanentes dans les deltas de l'Indus (Bangladesh), du Mississipi, ou d'autres régions côtières où se trouvent quelques unes des plus grandes agglomérations humaines de la planète ; autres conséquences néfastes sur de nombreuses formes de vie, sur les systèmes économiques régionaux, sur les ressources naturelles.

Récemment, l'hypothèse a été émise selon laquelle des guerres civiles dans certaines régions d'Afrique sont liées à des variations de température, et que, selon ce modèle, la fréquence de ces conflits devrait doubler au cours des vingt prochaines années. Les auteurs recommandent donc de prendre un certain nombre de mesures dès maintenant, pour réduire la gravité des évolutions prévues. Des réponses critiques à cette argumentation ont rapidement été publiées, soulignant que les guerres civiles en Afrique ont de nombreux autres déterminants. Il reste que les prévisions de réchauffement climatique font prévoir des perturbations sociétales profondes dans de nombreuses régions, pouvant rapidement dériver vers des conflits de grande ampleur.

Jacques Diezi, Président du Conseil de Fondation du GIPRI

The 8th Review Conference of the NPT, a success or a failure?

A comprehensive overview of the recent 8th Review Conference of the Non-Proliferation Treaty (NPT) (2010) is being presented on the **Carnegie Endowment of Peace** web site on **Nuclear Policy**:

<http://www.carnegieendowment.org/npp/publications/index.cfm?fa=viewType&type=25>

"Proliferation Analysis"

It contains in depths papers written by eminent scholars over a one-year period, back from June 09, 2009 to June 01, 2010.

Acronym institute director Rebecca Johnson (ISIS, Institute for Science and international Security) had done a comprehensive day-to-day coverage from May 3 till May 28, 2010. See Google search term:

• *NPT Review conference 2010 Rebecca Johnson*

In this short note I want only to highlight the essentials. How realistic, informative was the coverage by the media, accessible for the public at large? I conclude that it was abominable poor, pointing only to possible violators (Iran, DPRK), but barely, if at all, mentioning the misconduct of the declared Nuclear Weapon States (NWSs), those with veto-power in the *UN Security Council* (US, UK, France, China, Russia) or the new-comers to the club, India and Pakistan. Israel, for obvious reasons, didn't participate in the conference. One has only to look with an open mind at two US documents

• **Nuclear Posture Review Report** (April 6, 2010)

http://www.google.ch/search?hl=en&source=hp&q=Nuclear+Posture+review&btnG=Google+Search&aq=f&aqi=g10&aql=&oq=&gs_rfai=

• **Reliable Replacement Warhead Program: Background and Current Developments** (July 27, 2009)

<http://www.fas.org/sgp/crs/nuke/RL32929.pdf>

and in particular at the non-fulfillment of **Article VI of the NPT**, asking for complete and speedy nuclear disarmament. This behavior causes the expected reaction of countries that are militarily weaker and feel threatened.

The problem with ratification of the (CTBT) *Comprehensive Test-Ban Treaty* required from 65 countries, but still not done by two main parties, the US and China, to put it into force, was barely mentioned during the conference.

The conference just avoided following the disastrous failure of the previous 2005 review conference that ended with no final declaration. This time there had been vague promises to schedule in 2012 a conference on

Establishment of Nuclear Weapon Free Zone in the Near-East,

the most vulnerable region besides the disputed conflict area of Kashmir between India-Pakistan. To assure among the 189 countries the required *Consensus*, the Iranian problem was not explicitly mentioned in the final declaration.

Will any of the promises be kept? They should! It would be one of the most important commitments to save humanity from premeditated suicide.

I have to leave the answer to the question, raised in the heading of this article, to the reader.

See also

NPT Rev. Con. ends with a consensus Final Document

<http://www.fas.org/blog/ssp/2010/06/npt-revcon-ends-with-a-consensus-final-document.php>

Gert G. Harigel



Héritage et actualité de la polémologie

Sous la direction de Myriam Klinger
Téraèdre, Paris, 2007

(1^{ère} partie)

Des chercheurs de l'université de Strasbourg ont voulu marquer la commémoration du 110^{ème} anniversaire de la naissance du sociologue Gaston Bouthoul, fondateur de la polémologie, ou étude de la guerre.

Sociologue, directrice du Centre d'études et de recherches sur l'intervention sociale, maître de conférence à l'université Marc Bloch, Myriam Klinger a dirigé et préfacé la publication des contributions présentées lors d'une journée d'étude organisée le 2 juin 206 par le laboratoire « Cultures et sociétés en Europe » et l'Institut de Polémologie de Strasbourg. Gaston Bouthoul fonda avec Louise Weiss l'Institut Français de Polémologie en 1945. Julien Freund, bon connaisseur de la sociologie allemande et de Max Weber, crée l'Institut de Polémologie à Strasbourg en 1970. Il partage avec Gaston Bouthoul l'idée que l'agressivité est au cœur du vivant. La *Peace Research* fera de la concurrence et de l'ombre à la polémologie, dans le Nord de l'Europe et aux Etats-Unis surtout.

L'ouvrage comporte trois parties.

La première s'intitule « **L'héritage revisité** ». Elle comporte les textes de Bernard Valade : « Guerre, polémologie et sciences sociales », de Myriam Klinger : « Etudes polémologiques (1971-1990) : vicissitudes de la revue de l'Institut français de Polémologie », de Vincent Porteret : « Lire le *Traité de polémologie* à l'heure du temps de crise et du primat de la sécurité », de Jean-Vincent Holeindre : « Penser la ruse avec Julien Freund », de Nicolas Amadio : « conflits et sentiments psychosociaux : le sentiment de l'honneur chez Simmel ».

La deuxième partie, « **Le renouvellement des perspectives** », inclut les contributions de Patrick Watiers : « Polémologie et sociologie des conflits », de François-Bernard Huyghes : « Polémologie : forces et signes », d'Erwan Sommerer : « Conflits des représentations et épistémologie de la connaissance – Vers une épistémologie des la « guerre des dieux » », de Patrick Schmoll : « Guerres introuvables et guerres innomées. Pour un retour sur l'objet de la polémologie », de Sébastien Schehr : « Polémologie et sociologie militaire : une articulation nécessaire pour penser conflits contemporains et nouveaux usages de la coercition ».

La troisième partie, « **Analyser les conflictualités contemporaines** », regroupe les apports de Gérald Arboit : « Clausewitz à l'heure des opérations d'information ? », de Mathias Blanc : « La représentation des conflits : enjeux psychologiques et horizon du cinéma documentaire », de Juan Mathas : « Lecture des conflits contemporains », de

Nadia Veyrié » : « Héritages, conflits et familles : la confrontation des symboles et du matériel », de Patrick Colin : « Conflits de socialisation et traitement des transgressions », d'Elisabeth Itofo : « La question du mal dans le conflit psychiatrie/justice ».

Pascal Hintermeyer, directeur de l'UUMR 7043 « Cultures et Sociétés en Europe », tire les conclusions sous le titre : « **Actualités de la polémologie** ».

Le cadre d'une note de lecture ne permettant pas de rendre compte exhaustivement ici de la substance de chaque contribution, sont sélectionnées quelques réflexions stimulantes pour les discussions à venir entre polémologues et irénologues.

Bernard Valade : « Grotius, qui voulait fonder la paix sur l'alliance des Etats de l'Europe chrétienne, développe dans *Le droit de la guerre et de la paix* (1625), un point de vue juridique : à la guerre qui ne doit être entreprise qu'en cas de nécessité absolue, il faut résolument préférer la négociation, le compromis, l'arbitrage ». (p.18) (...) Clausewitz : « (La guerre) n'appartient pas au domaine des arts et des sciences, mais à celui de l'existence sociale. Elle est un conflit de grands intérêts réglés par le sang et c'est en cela qu'elle diffère des autres conflits. Il vaudrait mieux la comparer, plutôt qu'à un art quelconque, au commerce qui est aussi un conflit d'intérêts et d'activités humaines ; elle ressemble encore plus à la politique, qui peut à son tour être considérée, au moins en paroles, comme une sorte de commerce sur une grande échelle. » (p.25)

Myriam Klinger : « Les recherches sur la paix font l'objet de vives critiques, accusées de servir la recherche de la paix en oubliant l'incontournable détour polémologique qui se doit de connaître la guerre pour vouloir la paix. La rivalité entre la polémologie et la *Peace Research*, l'une de tradition latin, l'autre s'attachant aux pays nordiques et anglo-saxons, marque profondément l'évolution des dix premières années de l'IFP et de sa revue. Les recherches sur la paix, avec pour chef de file J. Galtung notamment, mais aussi la *Friedensforschung* allemande, prennent plus ou moins fait et cause pour la paix, alors que la mouvance polémologique cherche, par l'étude de la guerre, à analyser sans prendre parti. » (p.28) (...) Ce foisonnement pluridisciplinaire semble se tarir après 1982, laissant place à des approches plus ciblées nécessitant l'appel à des experts. (p.33) (...) Si la guerre et le conflit présentent conceptuellement les mêmes caractéristiques, la guerre n'est cependant pas de même nature que le conflit, elle est affaire de la politique, tout comme la paix. La guerre, pour J. Freund, est avant tout un fait politique. (p.37) (...) Dès 1973, au détour de son analyse de la revendication (1973-8), J. Freund annonçait la substitution progressive de la violence conflictuelle à la violence combattante, l'installation d'une alternance de périodes de fortes ou de faibles tensions, la difficulté à déterminer l'ennemi. (...) Alors que le fondateur de la polémologie et de l'IFP restait sensible aux risques d'explosion planétaire, le fondateur de l'Institut de polémologie de Strasbourg (fondé en 1970), s'éloignait des conflits mondiaux et de leur potentiel explosif. »

(à suivre)

Patrick Ménager

Confrontations sur les frontières



La guerre commence souvent par un franchissement violent de frontière pour occuper un territoire. Aujourd'hui, on déclare volontiers les frontières dépassées par la post-modernité, les marchés et la mondialisation. Qu'en est-il vraiment ?

La revue *médium*, dont Régis Debray est le directeur, vient de publier un numéro double 24/25 (430 pages) « Frontières » qui tente de répondre à ces questions. L'essentiel des textes publiés est issu d'un séminaire de réflexion d'une semaine à la Fondation des Treilles auquel participaient des universitaires et chercheurs de différentes disciplines. J'ai eu la chance d'y participer en compagnie du professeur Claude Raffestin, ancien chef de département de géographie de l'université de Genève. En « ouverture », Michel Melot et Régis Debray affichent l'intention à l'origine du projet. « Nous vivons un formidable paradoxe. Pendant que l'hypersphère nous transporte à travers le monde comme sur un tapis volant et que le rêve de vivre sans frontière semble prendre forme sur nos écrans banalisés, jamais on n'aura construit autant de murailles géantes entre deux déserts, bouclé autant de ghettos, semé autant de mines dans nos champs mitoyens, mené autant de guerres douanières, organisé autant de déportations d'un côté à l'autre d'une ligne dont on ne sait plus qui l'a tracée, mais que l'on renforce avec la même énergie que l'on met à la faire disparaître. »

Un biologiste québécois, un membre de l'Institut et physicien émérite de l'Institut de Physique du Globe de Paris, plusieurs philosophes, une spécialiste des sciences de l'information et de la communication, un praticien de la finance, un économiste, un géographe spécialiste des frontières, un politologue spécialiste de communication, un médecin, ancien fondateur d'une ONG connue et critique de l'ingérence humanitaire participèrent notamment au séminaire.

Il en ressort que les frontières existent, voire se durcissent parfois, mais qu'elles sont fréquemment floues, poreuses, imparfaitement linéaires. La frontière, jadis tranchée, entre le minéral et le vivant, est devenue plus floue. « Entre guerre comme flux et guerre pour le territoire symbolique, il se pourrait bien qu'il nous faille revenir à la notion de frontière à la fois comme convention et comme protection », écrit un auteur.

Gabriel Galice, vice-président du GIPRI

Ressources documentaires

La bibliothèque de l'ONU à Genève a mis en ligne un ensemble de ressources sur le désarmement.

Les ressources documentaires proposées concernent les armes chimiques, biologiques, nucléaires et conventionnelles. Ce portail donne accès à de nombreuses sources telles que périodiques, ouvrages, bases de données, sites web, etc. Si certaines sources sont payantes, nombre d'entre elles sont gratuites et en ligne. Il est également possible d'accéder à des documents fondamentaux comme des traités ou des conventions liés à l'ONU.

Ce portail élaboré par des bibliothécaires de l'ONU à Genève est une ressource précieuse pour vous aider dans vos recherches d'information.

<http://www.netvibes.com/unoglibrary-disarmament#Home>

Jacqueline Deschamps, Prof. honoraire, Université de Genève

INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHES POUR LA PAIX A GENEVE (GIPRI)

Présidente du comité d'honneur : J. Berenstein-Wavre
Bureau de la Fondation : J. Diezi (prés.), G. Galice (vice-prés.), J. Goldblat (vice-prés.), M. Kohen (secr.), G. Harigel, J. Dubochet

Collaborateur : Y. Jänchen (chercheuse-coordinatrice)
Route des Jeunes, 6, Bâtiment 1, bureaux 38/39
1227 Carouge/GE Suisse
022 301 71 40

Site internet : www.gipri.ch

Pour recevoir directement une copie de cette lettre, il vous suffit d'en faire la demande à yvonne.jaenchen@gipri.ch

Les opinions exprimées dans cette lettre n'engagent que leurs auteurs.